

Jacques CALLENS

Commerçant

Edmond TERNISIEN

Exploitant Agricole

Candidats d'

UNION POUR LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Nous, Alliance Républicaine Indépendante et Libérale, appartenons à la Majorité Présidentielle qui a élu le Président Georges Pompidou à la tête de l'Etat. Nous lui renouvelons notre soutien mais nous nous opposons à l'intérieur de cette Majorité à l'U.D.R. qui, force principale, de cette majorité, n'a pas su réaliser ce que nous attendions d'elle au gouvernement.

Le succès du Président Pompidou fut le succès de millions et de millions de Français qui ne se reconnaissent pas dans l'U.D.R. Nous présenter à vos suffrages, c'est affirmer avec vous que la Majorité Présidentielle ne se reconnaît pas dans les insuffisances gouvernementales de ces dernières années, ne se reconnaît pas dans l'incapacité de ces gouvernants à maîtriser la hausse des prix, dans son incapacité à assurer une meilleure justice sociale.

C'est affirmer encore que la Majorité Présidentielle à laquelle vous appartenez ne se reconnaît pas dans les compromissions, corruptions et scandales. Cette Majorité Présidentielle qui ne dépend d'aucun parti, refuse, condamne et entend juger les responsables de tels agissements. Aussi, nous opposons-nous à l'U.D.R., principal responsable de cet état de choses.

Nous entendons, par ailleurs, défendre les institutions de la V^e République en tant que facteur de stabilité, de paix et de progrès social et ce, aussi bien en refusant l'alternative de gauche que nous proposent aujourd'hui communistes et socialistes associés et qui demain entraînerait l'aliénation de nos libertés, mais aussi, en refusant le retour à l'instabilité chronique que connaissait la IV^e République et vers laquelle veulent nous ramener MM. Servan-Schreiber, Lecanuet et Abelin, porte-parole de cette IV^e République que d'aucuns voudraient ressusciter, guidés sont-ils par de sordides considérations électorales et dont le programme et les hommes n'ont de réformateurs que le nom.

Nous, Alliance Républicaine, nous nous voulons loin de ces combinaisons d'un autre âge, nous pensons que l'action politique doit se situer davantage dans l'optique de l'an 2000, dont 27 ans à peine nous séparent, que dans celle des jeux politiques stériles de l'après-guerre.

Nous, Alliance Républicaine, parti jeune, modéré, mais fort, entendons faire prévaloir à l'intérieur de la Majorité nos options fondamentales qui sont :

- l'EUROPE ;
- le CAPITALISME POPULAIRE ;
- la REGIONALISATION ;
- la JUSTICE SOCIALE et
- l'ANTICOMMUNISME.

Nous, Alliance Républicaine, nous vous offrons la continuité dans la Majorité Présidentielle, nous vous demandons la condamnation d'un parti majoritaire U.D.R., livré à la corruption, nous vous demandons de refuser le retour au passé et de rejeter le communisme sans liberté. Nous vous demandons de maintenir votre confiance au Président Pompidou et de voter pour nos représentants en cette circonscription. Vu les Candidats

Si vous désirez recevoir notre Journal, sans engagement de votre part, renvoyez-nous cette profession de foi en y portant vos nom et adresse, à l'ARIL, 12, rue Monge, Paris 5^e.

Imprim'nord Lomme

Jacques CALLENS

Edmond THIERIAUX

UNION POUR LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

Le projet de loi relatif à la présidence de la République, présenté par le Gouvernement, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mai 1962. Ce projet de loi a pour objet de modifier la Constitution de la Cinquième République en ce qui concerne la présidence de la République.

Le projet de loi prévoit que le Président de la République sera élu pour sept ans, renouvelable une fois. Il sera élu par un collège électoral composé de membres du Parlement et de membres du corps électoral. Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les ministres, les ambassadeurs et les juges.

Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de déclarer l'état d'urgence, de déclarer l'état de siège et de déclarer l'état de guerre. Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de pardonner les condamnés à mort.

Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les membres du Conseil constitutionnel. Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les membres du Conseil supérieur de la magistrature. Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les membres du Conseil supérieur de la culture.

Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les membres du Conseil supérieur de la recherche scientifique. Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les membres du Conseil supérieur de la culture.

Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les membres du Conseil supérieur de la culture.

Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les membres du Conseil supérieur de la culture.

Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les membres du Conseil supérieur de la culture.

Le projet de loi prévoit également que le Président de la République aura le droit de nommer et de révoquer les membres du Conseil supérieur de la culture.